



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

16-04-2015

Tous derrière le capitalisme

Sept centrales syndicales : CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FSU, UNSA et Solidaires ont adopté une déclaration commune (FO ne s'est pas associée à la démarche). Ceux qui rêvaient d'un engagement des « 7 » dans les luttes pour faire reculer le capital et le gouvernement devront une fois de plus renoncer à leurs illusions. **Pilotée par la CFDT, cette déclaration est un véritable manifeste du syndicalisme de collaboration de classe. Intitulée « Vivre ensemble, travailler ensemble », elle s'inscrit, disent ses auteurs dans « l'esprit du 11 janvier ».**

COMMUNISTES et l'URCF qui vont constituer ensemble le 20 juin, le « Parti révolutionnaire COMMUNISTES » avaient alors dénoncé la récupération politicienne des odieux attentats criminels contre Charlie-Hebdo et l'Hypercashier, à des fins « d'Union sacrée » pour promouvoir l'entente Capital/Travail.

Les 7 centrales appellent ainsi « à se sentir tous pleinement dans la communauté nationale ». C'est l'oubli total que sous le capitalisme existent deux classes antagonistes : les capitalistes contre les travailleurs parce que leurs intérêts de classe sont irréconciliables.

Leurs appels à « l'Union nationale » sont un piège pour lier les intérêts de la classe ouvrière et des salariés à ceux du patronat. A aucun moment, il n'est indiqué que le capitalisme est l'ennemi du travail. Au contraire cette déclaration appelle à faire des entreprises « des lieux de droits réels offrant à chacun des espaces d'expression et d'échanges » !

La question centrale de la lutte de classe au quotidien pour défendre les salaires et l'emploi, a fortiori, la dénonciation du capitalisme comme source des maux, est totalement éludée ! En somme, pour résoudre les « intérêts contradictoires », il faut le « dialogue » entre « partenaires sociaux » !

Ce texte constitue une défense et une apologie du capitalisme. Par exemple, le travail sous le régime capitaliste est présenté comme « facteur essentiel d'émancipation et d'intégration sociale qui permet la construction de rapports humains, de liens sociaux » grâce à son « aspect intégrateur et valorisant » ! Pas un mot sur l'exploitation du salariat permise par la propriété capitaliste des entreprises, banques ... Rien sur le vol de l'argent public pour financer les investissements capitalistes et renforcer les profits (terme absent) des monopoles.

La lutte contre le chômage qui touche près de 6 millions de personnes est présentée comme un « défi » que tous (Cf. Union sacrée) doivent relever. Nulle responsabilité du patronat n'est évoquée dans ce drame. Quant au capital (mot non cité) et le gouvernement, « *ils doivent prendre leurs responsabilités* » alors que la lutte contre eux est une condition incontournable pour satisfaire les besoins populaires.

Rejet total de l'approche de classe.

Le ponctionnement de l'argent public (« subventions » pour les « 7 ») par les entreprises (pacte de responsabilité, loi Macron ...) n'est pas condamné. Les « 7 » demandent seulement des « contreparties » dans le cadre du « partage des richesses produites ». C'est l'escroquerie habituelle du réformisme. Concernant les contreparties, les « 7 » s'inscrivent dans une démarche liant aides publiques au capital et redistribution (sous formes de miettes) de cet argent populaire aux travailleurs.

La finalité de l'action du syndicalisme de classe est de satisfaire les revendications par les grèves et luttes en s'attaquant aux profits capitalistes ! Quant au partage des richesses, toutes produites par le travail salarié, le prôner revient à s'inscrire dans la défense et l'aménagement du capitalisme et à reconnaître la nécessité du profit pour les propriétaires des moyens de production. Au passage, les « 7 » reconnaissent le bien fondé de l'ANI (Accord national interprofessionnel).

Les « 7 » vantent ainsi la CES (Confédération européenne des syndicats) et son plan d'investissement européen, alors que la CES financée par l'UE sert de relais aux directives des multinationales.

Les revendications avancées restent floues et relèvent de vœux pieux. Rien sur les nationalisations des grandes entreprises avec une véritable gestion démocratique dans la perspective du renversement du capitalisme ! Le capitalisme est ainsi pour les « 7 » une réalité indépassable.

Est-ce en prônant la collaboration de classe avec le capitalisme, qu'elles prétendent « travailler ensemble pour s'opposer à la montée du populisme et de l'extrême - droite » alors que c'est justement le capitalisme avec l'exploitation, les oppressions de toute nature, les discriminations qui engendrent et renforcent le populisme ? C'est le capital qui envisage le FN comme le parti de la relève si nécessaire. C'est la politique de la droite et du PS en alternance au service du capital qui engendre le mécontentement, la colère et le désarroi populaires.

Avec la référence à la défense de la République, la déclaration est un appel au maintien du capitalisme.

Le Parti révolutionnaire COMMUNISTES appelle à développer le syndicalisme de lutte de classe, seul moyen de faire reculer le capital et les gouvernements à ses ordres. Il appelle à combattre le capitalisme et tous les partis à son service, l'UMP - Républicains, le Parti Socialiste et ses alliés, le Front National

Le combat pour abattre le capitalisme, pour le socialisme, est la seule voie pour la véritable émancipation des travailleurs.